

Politique industrielle : contester les solutions libérales

Alain Morin

A partir des témoignages et des analyses des salariés de trois entreprises – Aventis, Bull, Snecma – les intervenants du débat d'*Economie et Politique* du 20 juin 2001 ont souligné les profondes transformations de la nature même des activités industrielles en lien avec la révolution informationnelle, les contradictions des réponses capitalistes. Ils ont tenté d'avancer quelques hypothèses sur une réorientation de la politique industrielle et sur les moyens pour une telle ambition.

La qualité au centre des activités industrielles

Les exigences de qualité des produits deviennent prédominantes dans la problématique industrielle.

Ainsi dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, il s'agit de s'opposer à l'uniformisation imposée par Microsoft en concevant des produits, souligne Mireille Collange, « en conformité avec notre culture afin d'ouvrir des espaces de créativité et d'imagination ».

D'autre part, « la qualité et la fiabilité maximales dans le traitement, le stockage et le transport de l'information sont essentielles ».

De même, la conception et la réalisation de moteurs silencieux et non polluants qui, comme le montre Jean-Louis Cailloux, nécessitent d'importants investissements dans la recherche, sont des exigences incontournables pour une entreprise comme la Snecma.

Pour Thierry Bodin, d'Aventis, le défi de la santé végétale, animale et humaine, au cœur de l'activité de ce groupe, appelle « au développement des sciences de la vie – domaine de la recherche encore à ses balbutiements et dont l'essor représente un enjeu majeur de société – ».

Parce que « les garanties de sécurité



et de qualité sont exigées par le consommateur, selon Denis Recoquillon, la politique industrielle doit aujourd'hui dépasser le soutien au productivisme qui a accompagné toute une période du capitalisme. Ce productivisme était la façon capitaliste de faire de la productivité à travers la recherche d'une quantité de produits toujours plus grande. Aujourd'hui les entreprises sont amenées à mettre sur le marché des produits apportant de l'utilité sociale (confort, sécurité, santé) ce qui nécessite des laboratoires, des centres de recherche qui doivent répondre à ces nouveaux besoins et cela à l'échelle mondiale. Cela demande de produire autrement, mais aussi de travailler autrement. Les conditions de travail inhumaines du productivisme n'offrant plus de solutions à ces attentes. Aujourd'hui cela demande que la recherche, la produc-

tion, les services se rapprochent et se mixent. Ce qui concerne tout autant le secteur public et le secteur privé. C'est l'affaire de tout le monde ».

Alors que dans le capitalisme l'échange pour le profit tend à prédominer sur tout, ces exigences de qualité ne redonnent-elles pas à la valeur d'usage toute son importance pour contester le fonctionnement du marché des produits ?

Des exigences de partage et de coopération.

Qu'il s'agisse de nouveaux moteurs ou de nouvelles molécules, les coûts considérables de recherche et de développement nécessitent un large partage de ces coûts, donc un besoin de développer de larges coopérations.

Si Bull se heurte à la domination des grands constructeurs américains

de matériels et de logiciels et à la capitulation européenne pour un tel partage qui lui permette de sortir du déclin, les grands groupes y répondent en multipliant les fusions – acquisitions comme l'illustrent le partage du marché de l'aéronautique par trois ou quatre grands constructeurs d'avions et quatre motoristes ou la fusion récente de Rhône Poulenc et de Hoescht pour créer Aventis dans la pharmacie.

Mais ces types de partages capitalistes peuvent aggraver les inégalités comme dans le transport aéronautique, souligne Jean Louis Cailloux, « *puisque ce sont seulement une dizaine de points dans le monde qui sont reliés par 80% du trafic aérien et sur lesquels le profit aéronautique se réalise* ».

Pilotés par la Bourse et ses critères (les taux de rendement, les dividendes) ces partages sont dominés par les exigences de guerre économique et de concurrence contradictoires avec le besoin de partage lui-même. Ainsi chez Aventis, ce sont les dépenses (de domination) de marketing dans l'industrie pharmaceutique qui pompent l'essentiel des ressources au détriment de celles (de partage) de recherche développement en raison de la guerre que se mènent les grands groupes pharmaceutiques pour conquérir les seuls marchés considérés comme solvables. Mais ceux-ci (États-Unis, Europe et Japon) ne correspondent, en réalité, qu'à seulement 10% de la population du globe.

D'un côté, Aventis recherche des partages, mais de l'autre, faute d'une rentabilité financière jugée suffisante pour les marchés financiers, il abandonne des recherches et des productions dans l'agrochimie ou encore dans l'agroalimentaire au plus grand profit des groupes américains et allemands. L'abandon de recherches et la destruction d'années de travail pour constituer des équipes efficaces montrent à quel point ce type de partage monopoliste est aussi une négation du partage et appelle à un dépassement.

Réorienter la politique industrielle

L'incapacité à répondre aux besoins de la planète malgré les moyens financiers et humains mobilisés suscite des résistances à cette marchandisa-

tion contre la vie et appelle à promouvoir des alternatives.

En effet, les choix de la rentabilité et du fric qui excluent du progrès une majorité de l'humanité commencent à provoquer des résistances de nature à bousculer les multinationales. Ainsi, comme le montre François Gienta, « *l'exemple du recul d'Aventis et de 38 autres laboratoires lors du procès intenté contre le gouvernement d'Afrique du sud, fortement soutenu par l'opinion publique internationale, concernant le traitement du virus du sida, est éloquent* ». Et il ajoute qu'il en est de même avec « *les mesures, pourtant modérées, annoncées par Elisabeth Guigou d'une baisse des prix des médicaments qui ont entraîné les hurlements du PDG d'Aventis* ». Certes ces dernières mesures visaient à combler le trou de la Sécurité sociale, mais elles ont montré que le politique avait des moyens de pression pour infléchir les choix financiers des multinationales.

Ces reculs imposés soulignent aussi le besoin d'ouvrir des pistes pour une nouvelle politique industrielle.

Pour certains, il s'agit d'introduire des objectifs sociaux dans la gestion d'entreprises réalisant des produits ou des services dont l'utilité sociale serait reconnue. Ainsi, les salariés d'Aventis proposent « *la mise en place d'un Conseil national du médicament constitué de chercheurs du public et du privé et présidé par le ministre de la santé qui définirait les priorités de santé publique* » ou encore celle d'« *un conseil scientifique au sein de ces entreprises qui permettrait d'y instaurer un débat permanent, de discuter des stratégies de recherche et des plans de formation* ». Ils rappellent l'importance du contrôle de l'utilisation des fonds publics par les comités d'entreprise.

Pour d'autres, il s'agit de s'appuyer sur les nationalisations, comme à la Snecma afin de permettre à l'État de préserver une certaine maîtrise sur des secteurs stratégiques tant sur le plan militaire que civil ou encore pour Bull sur une détermination politique plus ferme de la France et de l'Europe pour se « *libérer de la domination d'un seul fournisseur* » et pour exiger que « *le gouvernement pose clairement les axes d'une stratégie technologique et industrielle* ».

Mais cette résistance aux critères

marchands, à partir des spécificités des secteurs, qu'il faut amplifier ne doit pas conduire à un certain corporatisme ou à renforcer les coupures traditionnelles de branches au moment même où les exigences de transversalité sont incontournables. C'est pourquoi, il est nécessaire, estime Denis Recoquillon, « *de dépasser les interventions étatiques traditionnelles ou d'anciennes méthodes de cloisonnement des industries par type d'activité, par type de produits* ». Cela est d'autant plus nécessaire que cette marchandisation contre la vie aggravée par la domination des marchés financiers touche l'ensemble de l'industrie et nécessite des réponses globales. En effet, elle touche, en premier lieu, les hommes et leur travail avec l'extension de l'emploi « *kleenex* », de la précarité et des suppressions massives d'emplois. Partout, ce sont les gâchis humains, les démantèlements des équipes de recherche, la surexploitation et l'intensification du travail, un vieillissement des effectifs qui ouvre la porte à des stratégies de délocalisation tel que le plan de développement présenté par Tchuruk, le PDG d'Alcatel.

Alors que la révolution informationnelle appelle, au contraire, au développement de toutes les capacités pour la créativité et l'initiative, ce traitement des hommes comme des marchandises montre combien le dépassement du marché capitaliste du travail par une sécurité d'emploi et de formation est à l'ordre du jour partout.

Une réorientation de la politique industrielle doit donc remettre au centre les hommes, leur efficacité pour des créations de richesses utiles et disponibles pour le développement de leur capacité contre les critères dominants de la rentabilité financière.

Cela ne passe-t-il pas non plus par des actes politiques forts pour desserrer les contraintes exercées par les marchés financiers sur les entreprises en favorisant d'autres rapports entre les banques et les entreprises ou par des interventions à tous les niveaux de décision, du local à l'international, sur les stratégies des entreprises avec de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs des salariés et des populations sur la gestion de ces entreprises. n